

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Prouvy, le 2 septembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VIVIEN PAILLE**

Rue du Petit Bruxelles  
BP 79  
59300 Valenciennes

Références : 2024-V1-307  
Code AIOT : 0007001219

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement VIVIEN PAILLE implanté Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 Valenciennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VIVIEN PAILLE
- Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 Valenciennes
- Code AIOT : 0007001219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOUFFLET ALIMENTAIRE exploite à Valenciennes des silos de stockage de farines et de légumes secs ainsi que des bâtiments de conditionnement. Le site de Valenciennes, filiale du

groupe AVRIL, est autorisé par arrêté préfectoral modifié du 5 mai 2008.

Les activités exercées consistent en :

- la réception et le contrôle des matières premières ;
- le traitement préventif par désinsectisation de certains produits réceptionnés ;
- l'usinage de la matière brute (triage, nettoyage, et blanchiment du riz) ;
- le stockage et l'expédition par camions, en vrac ou après conditionnement des produits finis ;
- le conditionnement sans usinage de produits tels que semoule de coucous et semoule de blé ;
- la transformation de riz en farine ;
- la fabrication de produits extrudés destinés à l'alimentation animale ;
- la fabrication de fibres utilisées comme ingrédients en industrie agro-alimentaire ;
- un atelier de production de poches micro-ondables (PMO).

L'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 actualise la liste des installations classées de l'établissement. Les installations classées soumises au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature :

- Rubrique 2160 : Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables : capacité de stockage de 15 155 m<sup>3</sup> ;
- Rubrique 1510 : Entrepôts couverts : capacité de stockage de 147 031 m<sup>3</sup> ;
- Rubrique 2260 : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels : puissance de 1 870 kW ;
- Rubrique 3642-2 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production de 400 t de produits finis par jour.

Le site est soumis à la directive IED et doit appliquer le document BREF FDM (Food Drink and Milk).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- IED-MTD

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5	Demande d'action corrective	3 mois
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6	Demande d'action corrective	3 mois
6	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2	Demande d'action corrective	3 mois
7	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13	Demande d'action corrective	6 mois
8	Secteur de la meunerie	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-21.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Valeurs limites d'émission -eaux industrielles	AP Complémentaire du 22/05/2023, article 2/3	Sans objet
4	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8	Sans objet
5	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit compléter certains documents rendus obligatoires par l'arrêté du 27 février 2020, arrêté applicable aux installations relevant du BREF FDM (Food Drink and Milk).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : MTD Générique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Système de management environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p><b>I.</b> Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement y compris la direction, en ce qui concerne la mise en œuvre d'un SME efficace ;</p> <p><b>II.</b> Analyse incluant notamment la détermination du contexte de l'organisation, le recensement des besoins et des attentes des parties intéressées, l'identification des caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement ou la santé humaine, ainsi que des exigences légales applicables en matière d'environnement ;</p> <p><b>III.</b> Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;</p> <p><b>IV.</b> Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables ;</p> <p><b>V.</b> Planification et mise en œuvre des procédures et actions nécessaires (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux ;</p> <p><b>VI.</b> Détermination des structures, des rôles et des responsabilités en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires ;</p> <p><b>VII.</b> Garantie de la compétence et de la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation ;</p>

**VIII.** Communication interne et externe ;

**IX.** Incitation des travailleurs à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental ;

**X.** Etablissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des enregistrements pertinents ;

**XI.** Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces ;

**XII.** Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés ;

**XIII.** Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence, y compris la prévention ou l'atténuation des incidences environnementales défavorables des situations d'urgence ;

**XIV.** Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble de son cycle de vie, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service ;

**XV.** Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage ;

**XVI.** Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;

**XVII.** Audit interne indépendant (dans la mesure du possible) et audit externe indépendant pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;

**XVIII.** Evaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels ;

**XIX.** Revue périodique, par la direction, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité ;

**XX.** Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

Le SME intègre également les éléments suivants :

- un plan de gestion du bruit (voir point 13.1) ;
- un plan de gestion des odeurs (voir point 14) ;
- un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux (voir point 6) ;
- un plan d'efficacité énergétique (voir point 8.a).

Les installations dont le SME a été certifié pour le périmètre de l'installation conforme à la norme internationale NF EN ISO 14001 ou au règlement (CE) n° 221/2009 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) par un organisme accrédité sont réputées conformes à ces exigences.

Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué qu'il était certifié ISO 14001 de 1999 à 2014 et qu'il est certifié ISO 50001

depuis 2015 (énergie).

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les documents suivants :

- « Manuel de management de la qualité, de la santé, de la sécurité au travail et de l'environnement » référencé AV/VPV/PIL/MA/001 – indice 1 du 7/01/2022,
- « Manuel de management de l'énergie » référencé AV/VPV/NRJ/MA/001 – indice 1 du 9/02/2024,
- « Politique stratégique Usines de Valenciennes et Arles – exercice 2023 » du 15/02/2023,
- différents synoptiques (diagramme HACCP Moulin Oct 2023, diagramme HACCP PMO sept 2023),
- la procédure « gestion des produits non-conformes et des dysfonctionnements internes liés à la QSEE » référencée AV/VPV/PIL/PR/009 – indice 1 du 15/06/2022,
- le document « enregistrement du planning de formation nouvel embauché tous secteur » référencé AV/VPV/RH/EN/001 – indice 1 du 23/01/2021,
- le document « sensibilisation et bonnes pratiques » référencé AV/VPV/NRJ/IN/001 – indice 1 du 13/06/2017,
- la « liste des contrôle et vérifications périodiques QSE » référencé AV/VPV/MAI/LI/001 – indice 1 du 15/03/2019,
- le document « que faire en cas de déversement » référencé AV/VPV/SE/ENV/IN/006 du 18/11/2023,
- le plan d'opération interne référencé P/ES/004-A1 dans sa version E du 7/03/2017,
- le support de préanalyse de risque QHSEE référencé GRP/PIL/FM/047 du 25/07/2022,
- le document « projets industriels, travaux neufs et maintenance de l'outil de production » référencé AV/VPV/MAI/PR/001 – indice 1 du 28/05/2019,
- la « check list au démarrage » référencé AV/VPV/PN/EN/001 du 17/5/2018,
- les tableaux « suivi elec » et « conso eau – tableau conso »,
- la procédure « audits internes QSSE » référencé AV/VPV/PIL/PR/003 – indice 1 du 7/09/2015,
- la « veille réglementaire et conformité ».

Le site ne dispose pas d'un SME propre mais dispose de nombreux documents permettant de répondre à la plupart des items du SME.

**Fait avec suite n° 1 : L'exploitant doit mettre en place et appliquer un SME et le complètera avec les différents items non existants sous un délai maximal de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : MTD Générique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Inventaire

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants:

**I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :**

- a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;
- b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;

**II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;**

**III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :**

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;

**IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :**

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;
- c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;

**V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;**

**VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.**

Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.

#### **Constats :**

**I. Des informations sur les procédés de production agroalimentaire et laitière, y compris :**

a) Des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions ;

Différents synoptiques ont été tenus à la disposition de l'Inspection :

- diagramme HACCP Moulin Oct 2023
- diagramme HACCP PMO sept 2023,
- diagrammes HACCP CDT lignes 7XX sauf 729 728 et 509 -Nov23.

On peut y voir la génération de déchets et de sous-produits. **Il n'est pas indiqué l'origine des émissions aqueuses et atmosphériques.**

**Observation n° 1 : L'exploitant complétera ses synoptiques pour intégrer l'origine des émissions**



### aqueuses et atmosphériques.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection un plan des points de rejets du site. Il s'agit d'une vue macro du site.

b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité ;

**L'exploitant ne dispose pas de document sur la description des techniques de traitement de son site.**

Néanmoins, l'exploitant dispose de paniers dégrilleurs à l'atelier Poches micro-ondables (PMO) et de filtres dépoussiéreurs dans la partie « moulin » du site.

L'Inspection a pu observer différents filtres dépoussiéreurs au moulin et des paniers dégrilleurs à l'atelier PMO.



un filtre dépoussiéreur du Moulin



un panier dégrilleur de l'atelier PMO

II. Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9) ;

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection un document nommé « synoptique des compteurs et usage de l'eau sur l'atelier DOYPACK ». Il y est indiqué les points de consommation et les pourcentages correspondants.

**Observation n° 2 : l'exploitant fournira également des données réelles de consommation sous un délai maximal d'un mois.**

Un « plan de masse – compteur eau avec réseau » a également été tenu à la disposition de l'Inspection.

**Observation n° 3 : l'exploitant ajoutera à ce plan les pourcentages de consommation et les données réelles sous un délai maximal d'un mois.**



Détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux

**L'exploitant n'a pas formalisé ces mesures.**

**Observation n° 4 : L'exploitant formalisera les mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux.**

**III. Des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :**

**a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH et de la température ;**

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection des rapports de mesures de rejets aqueux.

Des mesures de débit et de pH sont réalisées.

**Aucune information n'est fournie sur les moyennes et la variabilité de ces paramètres.**

**Aucune information n'est fournie sur le paramètre température.**

**b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;**

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection des rapports de mesures de rejets aqueux.

**Aucune information n'est fournie sur les moyennes et la variabilité des concentrations et flux.**

**IV. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :**

**a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;**

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection des rapports de mesures de rejets atmosphériques.

**Aucune information n'est fournie sur les moyennes et la variabilité du débit et de la température.**

**b) Les valeurs moyennes et la variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents ;**

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection des rapports de mesures de rejets atmosphériques.

**Aucune information n'est fournie sur les moyennes et la variabilité des concentrations et flux.**

**c) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité ;**

Le système de traitement des rejets atmosphériques a une incidence sur le paramètre poussières.

Le paramètre poussières figurent dans les rapports de mesures.

**V. Des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie, sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources ;**

Des données sur la consommation et l'utilisation d'énergie figurent dans les documents suivants qui ont été tenus à la disposition de l'inspection :

<p>- un fichier « PA NRJ »,</p> <p>-un document « situation énergétique de référence et plan de collecte des données » référencé AV/VPV/NRJ/IN/003 dans son indice 2 du 5/12/2023,</p> <p>Des données sur la quantité de matières premières utilisée figurent dans le logiciel « BEBI de SAP », lequel a été tenu à la disposition de l'Inspection.</p> <p>Les résidus produits sont les effluents aqueux, les rejets atmosphériques et les déchets.</p> <p>L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection les rapports de mesures des rejets aqueux et atmosphériques et la déclaration GEREPA concernant les déchets.</p> <p><u>Détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources</u></p> <p>L'exploitant a déterminé les mesures permettant d'améliorer l'utilisation efficace des ressources dans le document « PA NRJ ». Un plan de comptage mensuel y figure (gaz, électricité). Des réunions de pilotage trimestrielles ont lieu sur le pilotage des rendements.</p> <p><u>VI. La définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée. La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié.</u></p> <p><u>Le niveau de détail de l'inventaire est en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.</u></p> <p>L'exploitant suit sa consommation d'énergie (gaz, électricité), analyse les eaux pluviales 2 fois par an et ses eaux industrielles 4 fois par an et analyse ses rejets atmosphériques tous les 3 ans.</p> <p><b><u>Fait avec suite n° 2 : L'exploitant complètera son inventaire avec les données suivantes sous un délai maximal de 3 mois :</u></b></p> <p><b><u>- la description des techniques de traitement de son site,</u></b></p> <p><b><u>- détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux,</u></b></p> <p><b><u>- des données sur les moyennes et la variabilité du débit et du pH et des données sur la température des rejets aqueux,</u></b></p> <p><b><u>- des données sur les moyennes et la variabilité des concentrations et flux des rejets aqueux,</u></b></p> <p><b><u>- des données sur les moyennes et la variabilité du débit et de la température sur les rejets atmosphériques,</u></b></p> <p><b><u>- des données sur les moyennes et la variabilité des concentrations et flux des rejets atmosphériques.</u></b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p> <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
---

**N° 3 :** Valeurs limites d'émission -eaux industrielles

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 22/05/2023, article 2/3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission -eaux industrielles

**Prescription contrôlée :**

Extrait d'un projet d'arrêté complémentaire de la cadre de l'instruction du dossier de réexamen du BREF FDM proposé dans le rapport référencé 2023-V1-100 du 22/05/2023

Article 2 Valeurs limites des rejets d'eaux industrielles

L'article 4.3.8 bis suivant est créé dans l'arrêté préfectoral du 5 mai 2008 modifié :

Article 4.3.8 bis – valeurs limites d'émission des rejets d'eaux industrielles

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux industrielles (rejets 4 et 11), les valeurs limites en concentration ci-dessous définie.

Paramètre	Concentration en mg/L
DCO	1900
MES	600
Azote total	100
Phosphore total	15
DBO <sub>5</sub>	800

Article 3 Fréquence de mesure des rejets d'eaux industrielles

L'alinéa suivant est ajouté à l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 5 mai 2008 modifié :

Les eaux industrielles (rejets 4 et 11) mentionnées à l'article 4.3.5 sont mesurées à une fréquence trimestrielle pour les paramètres figurant à l'article 4.3.8 bis, ainsi que le paramètre Chlorures.

**Constats :**

L'exploitant analyse ses rejets d'eaux industrielles 4 fois par an.

Les rapports de mesures de KALI'EAU des 27-28/03/2023, 10-11/07/2023, 27-28/09/23 et 19-20/12/2023 ont été tenus à la disposition de l'Inspection. Les résultats sont les suivants :

Date de la mesure	Installation	DCO	MES	NGL	Pt	DBO <sub>5</sub>	Chlorures
27-28/03/2023	laboratoire	71	310	12,5	1,3	380	33,8
	PMO	87	12	8,83	1,4	9	88,4
10-11/07/2023	laboratoire	264	43	13,9	0,9	140	35,3
	PMO	41	13	3,9	1,4	3,5	168
27-28/09/23	laboratoire	402	62	11,2	0,9	210	34,4
	PMO	118	276	4,35	0,6	41	77,3
19-20/12/2023	laboratoire	750	310	2,74	3,1	380	50,7
	PMO	44	12	5,28	0,7	9	96,8

Les concentrations sont respectées.

L'exploitant a indiqué que des prélèvements avaient été effectués le 04/04/2024 (mesure considérée pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2024) et, au jour de la visite, qu'il était en attente du rapport de mesure.

La dernière mesure date de moins de 3 mois.

La fréquence de mesures est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : MTD Générique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Efficacité énergétique

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant applique la technique « a » et une combinaison appropriée des techniques énumérées au point « b »

Technique		Description
a	Plan d'efficacité énergétique	Un plan d'efficacité énergétique intégré dans le système de management environnemental (cf. point 5) consiste à définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), à déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés et à prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'installation.
b	Utilisation de techniques courantes	Les techniques courantes comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- La régulation et le contrôle des brûleurs ;</li><li>- La cogénération ;</li><li>- Les moteurs économes en énergie ;</li><li>- La récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur) ;</li><li>- L'éclairage ;</li><li>- La réduction au minimum de la purge de la chaudière ;</li><li>- L'optimisation des systèmes de distribution de vapeur ;</li><li>- Le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs) ;</li><li>- Les systèmes de commande de procédés ;</li><li>- La réduction des fuites du circuit d'air comprimé ;</li><li>- La réduction des pertes thermiques par calorifugeage ;</li><li>- Les variateurs de vitesse ;</li><li>- L'évaporation à multiples effets ;</li><li>- L'utilisation de l'énergie solaire.</li></ul>

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué mettre en œuvre les techniques suivantes :

- un plan d'efficacité énergétique,

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la régulation et le contrôle des brûleurs (sur les nouveaux projets),</li> <li>- les moteurs économes en énergie,</li> <li>- la récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques (récupération de chaleur sur la centrale d'air comprimé pour le chauffage de l'entrepôt et la chaudière CO<sub>2</sub>),</li> <li>- l'éclairage (90 % du site est équipé de LED),</li> <li>- l'optimisation des systèmes de distribution de vapeur (le système de distribution de vapeur va être remis à neuf dans le cadre du projet PMO),</li> <li>- le préchauffage de l'eau d'alimentation (récupération de calories issues du groupe froid et de l'autoclave),</li> <li>- les systèmes de commande de procédés (pilotage des installations),</li> <li>- la réduction des fuites du circuit d'air comprimé (campagne annuelle de recherche et réduction des fuites d'air),</li> <li>- la réduction des pertes thermiques par calorifugeage (les canalisations de vapeur sont calorifugées),</li> <li>- les variateurs de vitesse (en place sur l'installation d'air comprimé et sur les moteurs des nouvelles installations).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : MTD Générique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 9		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau et rejet des effluents aqueux		
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant applique la technique « a » et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k		
Technique	Description	Applicabilité
Techniques courantes		
a	Recyclage ou réutilisation de l'eau	Peut ne pas être applicable pour des raisons d'hygiène et de sécurité.
b	Optimisation du débit d'eau	
c	Optimisation des buses et des conduites d'eau	
d	Séparation des flux d'eau	La séparation des eaux de pluie non contaminées peut ne pas être applicable aux systèmes existants de collecte des effluents aqueux.
Techniques liées aux opérations de nettoyage		
e	Nettoyage à sec	Consiste à éliminer le plus possible les matières
		Applicable d'une manière

		résiduelles des matières premières et de l'équipement préalablement à leur nettoyage par des liquides.	
f	Système de curage des canalisations	Utilisation d'un système composé de lanceurs, de receveurs, d'un dispositif à air comprimé et d'un projectile (« racleur ») pour nettoyer les canalisations. Des vannes en ligne sont mises en place pour permettre au racleur de circuler dans le réseau de canalisations et pour séparer le produit et l'eau de rinçage.	générale.
g	Nettoyage à haute pression	Pulvérisation d'eau sur la surface à nettoyer à une pression comprise entre 15 et 150 bars.	Peut ne pas être applicable pour des raisons d'hygiène et de sécurité.
h	Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP)	Consiste à optimiser la conception du NEP et à mesurer la turbidité, la conductivité, la température ou le pH afin de doser de façon optimale la quantité d'eau chaude et de produits chimiques.	Applicable d'une manière générale.
i	Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel	Utilisation de produits moussants et/ou de gel à basse pression pour nettoyer les murs, les sols ou les surfaces des équipements.	
j	Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés	Les équipements et les zones de procédés sont conçus et construits de manière à en faciliter le nettoyage. Il est tenu compte des exigences en matière d'hygiène lors de l'optimisation de la conception et de la construction.	
k	Nettoyage des équipements dès que possible	Le nettoyage est effectué le plus tôt possible après utilisation des équipements pour éviter le durcissement des résidus.	

### Constats :

La technique a (Recyclage ou réutilisation de l'eau) n'est à ce jour pas mise en œuvre pour des raisons d'hygiène et de sécurité.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué mettre en œuvre les techniques suivantes :

- c : Optimisation des buses et des conduites d'eau,
- d : Séparation des flux d'eau,
- e : Nettoyage à sec (épierreurs et trieurs optiques),
- f : système de curage des canalisations (nettoyage partiel des canalisations des eaux usées de l'atelier PMO 2 fois par an et nettoyage sur demande en fonction des besoins),
- g : Nettoyage à haute pression (sur l'atelier PMO et moulin – l'utilisation d'un nettoyeur haute pression a été observée à l'atelier PMO par l'Inspection lors de la visite),
- h : Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP)(station de lavage avec dosage automatique),
- i : Nettoyage basse pression à l'aide de produits moussants ou de gel (moussage de l'atelier PMO une fois par semaine le week-end),

- j : Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés (salle avec puisards quand un nettoyage est nécessaire),
- k : Nettoyage des équipements dès que possible (lavage à l'eau entre chaque recette).

La technique suivante est en cours de déploiement :

- Recyclage et/ou réutilisation des flux d'eau (dans le cadre du projet d'extension PMO).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : MTD Générique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 10.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fluides frigorigènes

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que les fluides frigorigènes présents au sein de l'établissement sont :

Zone	Désignation	Nature du gaz	Quantité de gaz	PRG
Toiture PMO	Groupe froid centrale positif	R422A	85 kg	PRG=4143
Toiture PMO	Groupe froid centrale négatif	R422A	22 kg	PRG=4143
Extérieur zone sud	Groupe froid 1	R134A	74 kg	PRG=1430
Extérieur zone sud	Groupe froid 2	R134A	74 kg	PRG=1430
Moulin	Groupe Lennox	R410A	7 kg	PRG=1725
Usinage	Climatisation salle électrique	R407C	7 kg	PRG=1526

Parmi ces fluides, le R422A a un pouvoir de réchauffement global (PRG) supérieur à 2500 (PRG de 4143).

L'exploitant a indiqué avoir passé une commande pour remplacer les 2 équipements au R422A par des équipements avec le fluide 1234ze qui a un PRG de 7 pour la mise en place d'une nouvelle ligne PMO. Tous les travaux de remplacement des équipements seront réalisés au cours de l'année 2025.

**Fait avec suite n° 3 : L'exploitant fournira à l'Inspection le justificatif de la commande des nouveaux équipements sous un délai maximal de 3 mois et les travaux correspondants seront réalisés dans les meilleurs délais.**



Lors de la visite, l'inspection a pu observer les installations au R422A. Elles sont utilisées pour l'atelier PMO.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : MTD Générique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre II – 13								
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit								
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit  Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants : - un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des émissions sonores ; - un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.  Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance sonore est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.								
<b>Constats :</b>  L'exploitant a tenu à l'Inspection la dernière campagne de mesure de bruit de juin 2022. (mesure du 14 au 16/06/2022)  Les résultats sont les suivants :								
	Jour				Nuit			
Points de mesure	ZA3	ZA4	ZA5	ZA11	ZA3	ZA4	ZA5	ZA11
Émergence calculée	0	4,5	3	0	6	5,5	4	3
Émergence autorisée en ZER	6	5	5	5	3	3	4	4
Le rapport fait une comparaison des années 2016, 2018 et 2022 en période de nuit. Le rapport indique qu'en comparant les mesures des années 2016, 2018 et 2022 que l'impact								

sonore du site sur les ZER 3 et 4 a diminué respectivement de 2,5 dB et 2 dB. Pourtant, les émergences de ces deux zones ont augmenté respectivement de 2 dB et 2,5 dB. Ceci est dû à une diminution nette des valeurs résiduelles des zones de mesures de 4,5 dB.

On peut donc noter que l'augmentation des valeurs d'émergence n'est pas dû à une augmentation du niveau sonore du site, qui est en baisse depuis plusieurs années, mais bien des valeurs résiduelles en nette baisse d'années en années.

**Le site ne dispose pas d'un plan de gestion du bruit.**

Néanmoins, des courriers de l'exploitant existent concernant les actions mises en place pour réduire le bruit provenant du site.

**Fait avec suite n° 4 : L'exploitant réalisera sous un délai maximal de 6 mois un plan de gestion du bruit et le transmettra à l'Inspection.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Secteur de la meunerie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe – Titre III-21.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE et surveillance des rejets canalisés dans l'air

**Prescription contrôlée :**

Paramètre	VLE en mg/Nm <sup>3</sup>	Fréquence de surveillance
Poussière	5	Une fois par an

**Constats :**

L'exploitant possède les points de rejets atmosphériques suivants issus de l'activité de meunerie :

Point de rejet	Installations raccordées	Concentration mesurée lors de la dernière mesure de 2021
19 (M1)	Moulin	0,24 mg/Nm <sup>3</sup>
20 (M2)	Moulin	0,38 mg/Nm <sup>3</sup>
21 (M3)	Micronisation	1,6 mg/Nm <sup>3</sup>
22 (M4)	Micronisation - extrusion	0,48 mg/Nm <sup>3</sup>
23 (M5)	Micronisation - extrusion	0,24 mg/Nm <sup>3</sup>
24 (M6)	Micronisation - extrusion	0,34 mg/Nm <sup>3</sup>
25 (M7)	Turbo-séparation	0,16 mg/Nm <sup>3</sup>
26 (M8)	Turbo-séparation	0,13 mg/Nm <sup>3</sup>

La valeur limite est respectée.

Pour ce qui concerne la fréquence, l'exploitant n'avait pas connaissance de cette prescription.

Avant la date d'application de ce texte, la fréquence imposée par l'exploitant pour ces rejets était triennale.

L'exploitant s'est engagé à réaliser une mesure de rejets atmosphériques des activités de meunerie en septembre 2024.

**Fait avec suite n° 5 : L'exploitant réalisera sous un délai maximal de 3 mois une mesure des rejets atmosphériques des installations relevant de l'activité de meunerie et mettra en place les actions nécessaires pour respecter la fréquence annuelle associée.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois